

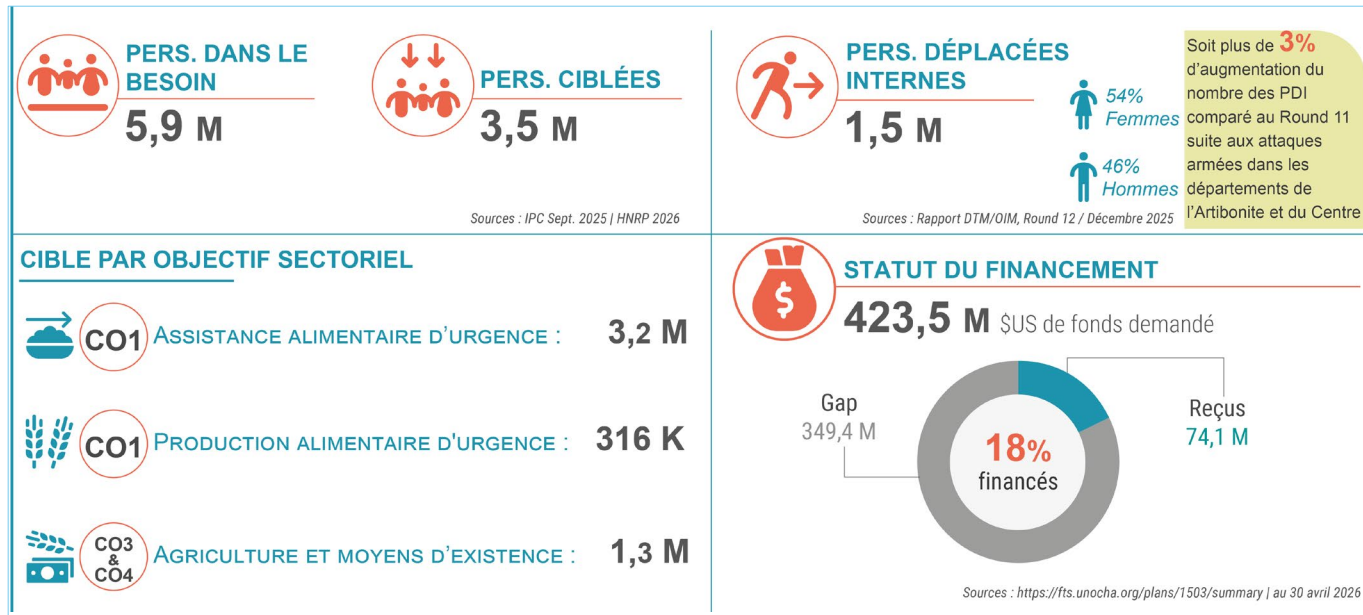


ENTRE DÉFIS ET RÉPONSES : LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN HAÏTI AU 1ER TRIMESTRE 2026

POINTS SAILLANTS

- **Crise multidimensionnelle persistante** : Haïti continue de faire face à une crise complexe combinant insécurité généralisée, fragilité économique, dégradation des services sociaux de base et vulnérabilité climatique, affectant sévèrement les conditions de vie des populations.
- **Insécurité et accès humanitaire contraints** : Le premier trimestre 2026 a été marqué par une insécurité élevée, en particulier dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince et sur certains axes stratégiques, limitant l'accès humanitaire, perturbant les marchés et restreignant les mouvements des populations.
- **Déplacements internes en hausse** : Les violences armées et l'insécurité ont continué de provoquer des déplacements internes, exerçant une pression accrue sur les ménages hôtes et les communautés déjà vulnérables, avec des besoins humanitaires croissants.
- **Insécurité alimentaire critique** : Une part importante de la population demeure confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, principalement classée en **Phase 3 (Crise) et Phase 4 (Urgence) de l'IPC**, bien que l'assistance humanitaire ait contribué à une stabilisation temporaire dans certaines zones.
- **Prix élevés et accès économique limité** : La hausse persistante des prix des denrées alimentaires de base, combinée à la baisse du pouvoir d'achat et à la perte des moyens d'existence, continue de limiter l'accès des ménages à une alimentation adéquate.
- **Services sociaux fortement perturbés** : Les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement restent fortement affectés par l'insécurité et le manque de ressources, exacerbant les risques nutritionnels et sanitaires, notamment pour les groupes les plus vulnérables.
- **Réponse humanitaire essentielle mais insuffisante** : Malgré la mobilisation des acteurs humanitaires et une meilleure coordination intersectorielle, les besoins dépassent largement la capacité de réponse actuelle, rendant une partie de la population dépendante de l'assistance pour satisfaire ses besoins essentiels.
- **Vulnérabilité accrue et résilience limitée** : La répétition des chocs, l'érosion des moyens d'existence et le recours croissant à des stratégies d'adaptation négatives réduisent la capacité des ménages à faire face aux crises futures.
- **Perspectives fragiles pour les mois à venir** : Sans une amélioration significative du contexte sécuritaire, un accès humanitaire durable et un renforcement des financements, les acquis observés au cours du trimestre restent fragiles, avec un risque élevé de détérioration de la situation humanitaire.

CHIFFRES CLÉS HNRP 2026



Les données de planification sectorielles sont basées sur les chiffres de l'analyse IPC pour déterminer les populations dans le besoin d'assistance alimentaire et de l'appui aux moyens de subsistance.

- ❖ Le nombre de personnes dans le besoin (PiN) est défini à partir des projections de la dernière analyse IPC disponible, incluant **5,9 millions de personnes** en phase 3 et plus. Les personnes en phase 3 et 4 présentent des déficits alimentaires importants nécessitant une assistance urgente afin de combler ces manques et de limiter le recours à des mécanismes d'adaptation négatifs.
- ❖ La cible totale du secteur est de **3,5 millions de personnes**, chiffre qui correspond à 100% de la population en IPC 4+, soit 2 M de personnes et 80% de la population en IPC 3 des zones en Phase 4 soit 1,2 M de personnes et 15% de la population en phase 3 des zones en Phase 3 (350K personnes).

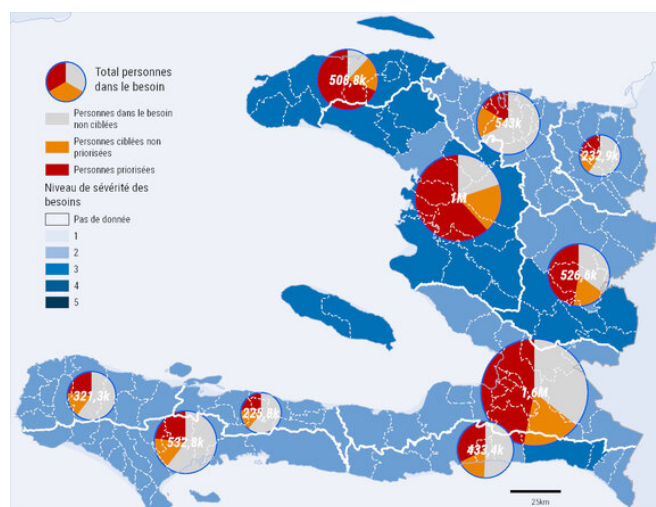
Priorisation de la cible

L'année 2026 présente particulièrement un défi en termes de mobilisation de ressources financières pour couvrir les besoins de plus en plus en croissance suite à la montée de la violence et les impacts dû aux changements climatiques, un travail de super priorisation.

Le secteur a revu sa cible à **2,5 M de personnes** - initialement 3,5 M - avec un budget de **\$313 M** - initialement \$423 M. Cette réduction repose sur l'hypothèse que 20 % de la population en IPC4 sera pris en charge par les projets gouvernementaux de protection sociale. Cette option permet de cibler :

- 1,6 M personnes en IPC4 (80 % du total IPC4);

- 900 K personnes en IPC3, dont 340 K personnes vivant dans des zones en phase 4; Ceci inclut 50 K ménages pour l'appui à la production alimentaire d'urgence et 1 M personnes pour l'appui à l'agriculture et aux moyens de subsistance.



Carte de sévérité, de personnes dans le besoin et ciblées

En termes de ciblage, une attention particulière sera portée aux personnes déplacées internes (PDI), aux familles d'accueil et aux communautés hôtes les plus vulnérables, dont les moyens de subsistance ont été affectés, ainsi qu'aux personnes retournées ou rapatriées de force depuis les pays voisins, qui seront priorisées dans l'assistance. Les femmes et les enfants seront particulièrement pris en compte dans toutes les étapes de cette stratégie. Les zones fortement affectées par l'ouragan Melissa auront une attention particulière dans la mise en œuvre opérationnelle de cette stratégie.

CONTEXE

Détérioration continue des conditions sécuritaires

Au cours du 1er trimestre de l'année 2026, la situation sécuritaire reste caractérisée par une dégradation constante exacerbant la vulnérabilité de la population aux catastrophes naturelles et leurs besoins essentiels.

La collecte des données du Round 12, réalisée du 5 décembre 2025 au 6 janvier 2026, a indiqué la présence de 1,45 million de personnes déplacées internes (PDI) soit une augmentation de 3% comparé au Round 11. L'Artibonite a connu la plus grande augmentation du nombre de PDI, passant de 121 896 au Round 11 à 150 279 personnes au Round 12, soit une augmentation de 23 pour cent. 44% des PDI résident dans seulement 10 communes : Port-au-Prince (dans le département de l'Ouest, avec 11% des PDI du pays); Delmas (Ouest, 5%); Jacmel (Sud-Est; 5%); Verrettes (Artibonite; 5%); Belladère (Centre; 4%); Cap Haïtien (Nord, 4%); Les Cayes (Sud, 3%), Léogâne (Ouest, 3%), Hinche (Centre, 2%) et Aquin (Sud, 2%). Tous ces déplacements ont une influence négative sur les conditions humanitaires globales à l'échelle nationale. Les impacts incluent une surpopulation des sites d'accueil, un accès critique limité à l'eau et à l'abri, et une déstabilisation des zones de refuge.

Situation des interventions humanitaires

Le suivi du premier trimestriel 2026 du secteur Sécurité Alimentaire en Haïti effectué par les partenaires met en évidence une situation alimentaire toujours critique, bien que marquée par des améliorations ponctuelles et localisées attribuables à l'assistance humanitaire fournie au cours du trimestre. Le contexte reste fortement influencé par l'insécurité persistante, la volatilité des prix alimentaires, les déplacements de population et la dégradation continue des moyens d'existence.

Selon les résultats de l'analyse alignée sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), une proportion significative de la population demeure en Phase 3 (Crise), avec des zones persistantes de Phase 4 (Urgence), en particulier dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince et dans certaines zones affectées par des chocs multiples. Toutefois, grâce à l'assistance alimentaire d'urgence, une stabilisation de la consommation alimentaire a été observée parmi les ménages bénéficiaires, limitant une dégradation plus sévère de la situation.

Au cours du trimestre, les acteurs du secteur ont déployé des réponses multisectorielles, incluant des distributions alimentaires, des transferts monétaires et des coupons, ainsi que des interventions nutritionnelles ciblées, le

Le trimestre allant de décembre 2025 à février 2026 a enregistré une baisse du nombre d'incidents d'accès par rapport au trimestre précédent : 91 incidents précédemment contre 51 sur la période actuelle (-44%).

Cependant, cette diminution apparente ne reflète pas une amélioration réelle des conditions d'accès. Elle masque en effet une disparité importante dans la nature et la gravité des incidents. Sur les 51 incidents rapportés, 13 concernent des attaques visant directement le personnel humanitaire, soit 25% du total. Cette proportion est en hausse par rapport au trimestre précédent, indiquant une intensification ciblée des violences envers les acteurs humanitaires. Dans plusieurs zones, certaines organisations ont dû suspendre ou réduire leurs opérations, soit en raison de contraintes sécuritaires, soit en raison d'un manque de financement, ce qui a compromis l'accès des populations aux services essentiels. Ces conditions préoccupantes ont entravé la mise en œuvre des interventions humanitaires.

renforcement du sous-secteur agricole par l'importation des intrants de production. Ces actions ont permis de réduire le recours aux stratégies d'adaptation négatives, d'améliorer légèrement la diversité alimentaire minimale et de soutenir les groupes les plus vulnérables, notamment les ménages déplacés, les femmes enceintes et allaitantes, et les enfants de moins de cinq ans.

Les efforts de coordination renforcée du secteur Sécurité Alimentaire avec ses partenaires, ayant permis d'améliorer le ciblage, la complémentarité des interventions et le suivi des zones à forte sévérité IPC, malgré un accès humanitaire souvent difficile. Les premières données disponibles indiquent que le soutien d'urgence aux moyens d'existence, lorsqu'il est combiné à l'assistance alimentaire, contribue à limiter l'érosion des capacités productives des ménages.

Les données de planification reçues pour les prochains mois indiquent une poursuite de l'assistance humanitaire, susceptible de maintenir ou d'améliorer temporairement la situation nutritionnelle et alimentaire dans les zones couvertes. Toutefois, ces perspectives positives restent conditionnées par la disponibilité des financements, la

continuité de l'accès humanitaire et l'évolution du contexte sécuritaire.

Dans ce contexte de vulnérabilité, l'assistance humanitaire demeure un facteur déterminant pour prévenir une détérioration majeure de la sécurité alimentaire en Haïti.

Sans le maintien et le renforcement des interventions, une recrudescence de l'insécurité alimentaire sévère demeure hautement probable dans les mois à venir. Le secteur appelle ainsi à une réponse soutenue, intégrée et fondée sur les priorités IPC, tout en renforçant les actions de résilience et de relèvement précoce.

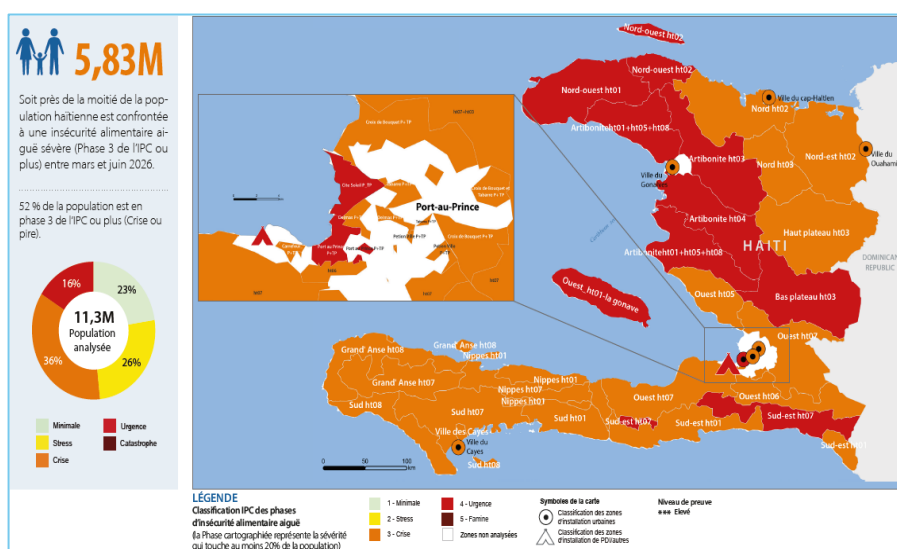
Chiffre clés de la mise à jour de l'analyse l'IPC de septembre 2025 : Situation Projetée (Mars - Juin 2026)

Une actualisation de la période de projection de la dernière analyse IPC a été réalisée à la fin du mois de mars 2026 dans le but de mettre à jour la classification de l'insécurité alimentaire aiguë initialement publiée en septembre 2025. Cette mise à jour, conforme aux protocoles de l'IPC, a consisté à réexaminer les hypothèses de projection pour la période mars-juin 2026, ainsi que l'évolution des principaux facteurs déterminants, sur la base des données et informations disponibles.

Cette mise à jour a permis d'avoir des résultats montrant une légère stabilisation par rapport à la projection faite en septembre 2025.

Cette mise à jour montre une légère amélioration du pourcentage des personnes en phase 3 de l'IPC et plus, passant de 53% (5,9 millions) à 52% (5,8 millions), ayant besoin d'une action urgente pour réduire les déficits de consommation et protéger les moyens d'existence.

Aussi, la proportion de personnes en Phase 4 se réduit légèrement passant de 18% (2 millions de personnes) en septembre 2025 à 16% (1,8 million) en mars 2026.



Les facteurs influençant cette amélioration sont respectivement : le recours aux moyens alternatifs de transport interurbain, le ralentissement du taux de l'inflation ainsi que l'assistance humanitaire au niveau de certaines zones. Cela explique l'augmentation de population observée en phase 3.

En effet, par rapport à l'analyse de la projection (mars - juin 2026) de septembre, la proportion de personnes en insécurité alimentaire correspondant à la phase de crise (Phase 3 de l'IPC) a augmenté, passant de 35% (3,9 millions de personnes) à 36% (4 millions) de la population totale analysée.

SUIVI DE LA REPONSE HNRP 2026 AU PREMIER TRIMESTRE

Malgré ces difficultés rencontrées, les acteurs du secteur ont développé différentes stratégies pour atteindre les ménages affectés dans les différentes localités comme présenté ci-dessous.

De janvier à mars 2026, les différentes interventions des partenaires du secteur sécurité alimentaire ont permis d'atteindre **1,05 millions de personnes** (bénéficiaires uniques), soit un taux de réalisation de 30% sur les **3,5 millions de personnes ciblées** dans le plan de réponse HNRP.

La stratégie de ciblage est basée sur la réponse d'urgence aux personnes en IPC3 et plus et aux Personnes Déplacées Internes (PDI).

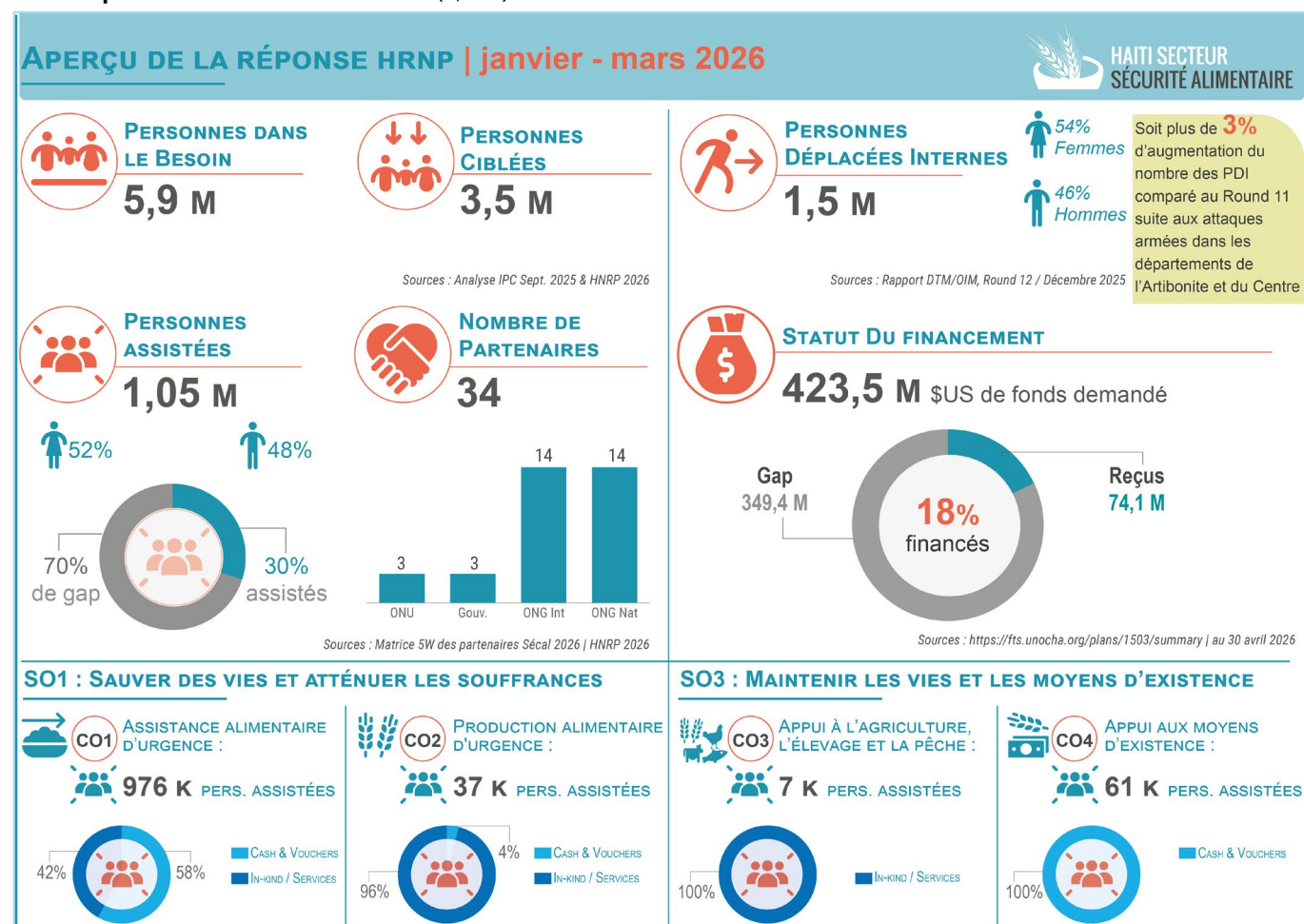
L'assistance alimentaire d'urgence (CO1) a touché plus de **976 000 personnes** soit 31% de la cible (3,2 M) à travers le

bon d'achats/coupons et cash transfert (58%), en nature (42%) comme principale modalité d'intervention.

Les activités d'appui à la production alimentaire d'urgence (CO2) ont permis d'assister plus de **37 000 personnes** à travers les modalités bon d'achats/coupons et cash transfert (4%) et en nature (96%).

Les activités de l'appui à la production agricole et aux moyens d'existence (CO3 et CO4) ont atteint **67 375 personnes**, soit 5% de la cible (1,3 M) à travers 90% en espèces/cash ou bon d'achat/ coupons et 10% en nature et prestation de services/support.

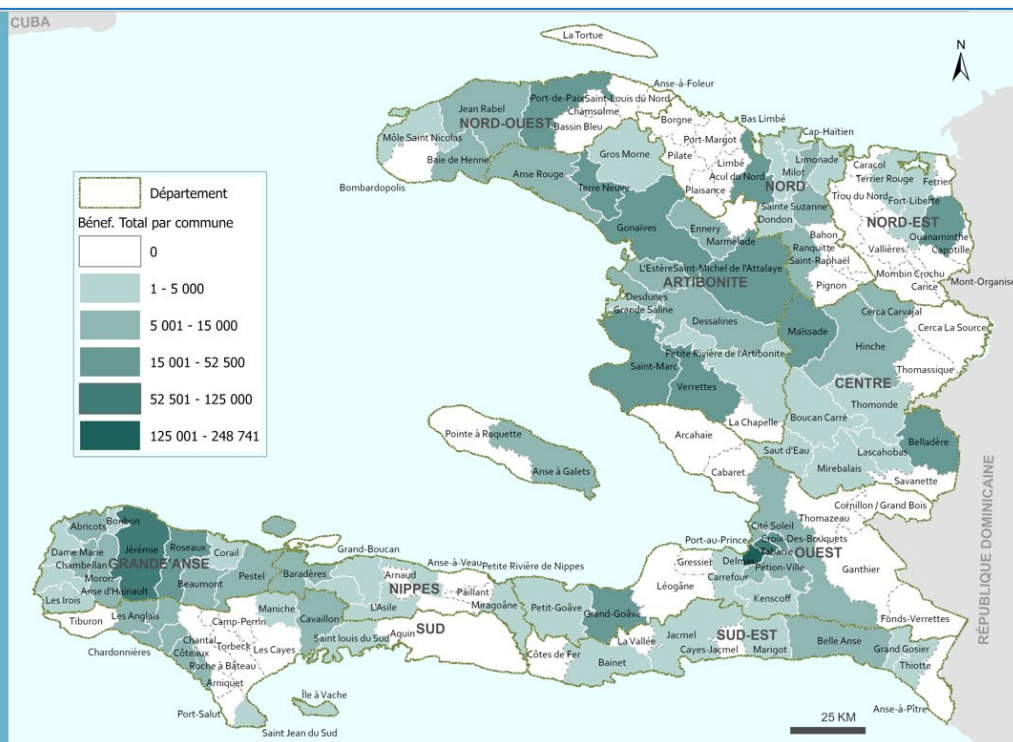
Au total **34** partenaires dont 14 organisations principales et 23 partenaires d'implémentation interviennent.



CARTE DE LA REPONSE ET PRESENCE DES PARTENAIRES :

CARTE DE RÉPONSE HNRP 2026 [MARS 2026]

Au total **83 communes** ont reçu de l'assistance et **57 communes** n'ont enregistré aucune réponse ou pas été rapporté dans la 5W



PARTENAIRES PAR DÉPARTEMENT

Au total **34 partenaires** dont **14** organisations principales et **24** partenaires d'implémentation interviennent.

14
Org chef de file

24
Org. d'implém



ORG. CHEF DE FILE PAR TYPE

1

Gouvernement

1

ONG Nationale

3

Agence ONU

9

ONG Internationale

Département	1_Org_chef de file	Nombre d'Org	2_Partenaire d'implémentation	# Partenaire d'implém
Artibonite	FAES FOME PAM	3	ACF AIDES AMURT CARITAS GONAIVES COCIDECHC PAM RANEPH Zanmi Lasante	9
Centre	FAES FAO FOME PAM	4	ACEDEV CAPAC CECI SIKSE Zanmi Lasante	6
Grande'Anse	ACTIONAID FAES FAO FOME HEKS/EPER PAM	6	CECI MARNDR MAST	4
Nippes	CRS FAO FOME PAM WVI	5	CARITAS MARNDR	3
Nord	FAO FOME PAM	3	CEA CECI SIKSE	4
Nord-Est	FOME PAM	2	SIKSE	2
Nord-Ouest	AVSI FOME FONKOZE PAM	4	WHH	2
Ouest	Concern FAES FOME PAM SI	5	CAPAC GHESKIO GIRADEL Makaya MOJDDE WVI	7
Sud	FOME ONU FEMMES PAM World Relief	4	CECI World Relief	3
Sud-Est	CRS FAO PAM	3	AIDES CARITAS MARNDR SIKSE	4
Total	ACTIONAID AVSI Concern CRS FAES FAO FOME FONKOZE HEKS/EPER ONU FEMMES PAM SI World Relief WVI	14	ACEDEV ACF AIDES AMURT CAPAC CARITAS CARITAS GONAIVES CEA CECI COCIDECHC GHESKIO GIRADEL Makaya MARNDR MAST MOJDDE PAM RANEPH SIKSE WHH World Relief WVI Zanmi Lasante	24

REALISATION DES PARTENAIRES : REPONSE POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2026

Cette rubrique a pour objectif de mettre en lumière les activités réalisées par les partenaires, les témoignages de partenaires, bénéficiaires les leçons apprises et le partage d'expérience.



ACTED

Au cours de la période considérée (janvier – mars 2026), Acted a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'urgence multisectoriel en faveur des personnes déplacées internes (PDI) affectées par les violences. Les interventions ont été réalisées à travers un Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) dans le département de l'Artibonite et des activités de Coordination et Gestion des Camps (CCCM) dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP).

Dans la ZMPAP, 1 929 ménages (9 645 personnes), répartis sur cinq sites de déplacés internes (4 dans la commune de Port-au-Prince et 1 à Delmas) ont bénéficié d'une distribution de transferts monétaires de 120 USD. L'ensemble des bénéficiaires a également pris part à des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires, organisées en petits groupes par les équipes d'Acted sur chaque site.

En Artibonite, 509 ménages (2 545 personnes) à Ennery et 451 ménages (2 255 personnes) à Marmelade ont reçu deux cycles de distributions de transferts monétaires de 120 USD.

Le mécanisme de paiement reposait sur un système de retrait auprès des points de service du partenaire financier, sur présentation d'un coupon nominatif. Les montants alloués étaient spécifiquement destinés à l'achat de denrées alimentaires.

Cette assistance a contribué à l'amélioration de la consommation des ménages bénéficiaires, notamment en

termes de diversité alimentaire et de score de faim. Elle a également permis aux ménages d'accéder à des produits alimentaires de meilleure qualité nutritionnelle, contribuant ainsi à la prévention de la malnutrition, en particulier chez les enfants, grâce au maintien d'une alimentation plus équilibrée.



Parmi les principales difficultés rencontrées figurent l'absence de documents d'identification pour certaines personnes déplacées, ainsi que le contexte sécuritaire instable tant en Artibonite que dans la ZMPAP.

Pour la prochaine période, prévoit la mise en œuvre d'un deuxième cycle de transferts monétaires au profit des mêmes 1 929 ménages de PDI répartis sur les cinq sites dans la ZMPAP Acted.



Care Haiti qui a bénéficié d'un financement du Département des États Unis d'Amérique met en œuvre en tant que Chef d'ouvrage un projet d'Amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle en Haiti de concert avec GIRADEL HAITI comme partenaire clé du projet. Le projet dans sa phase actuelle, qui est la troisième s'articule autour de 3 composantes clés à savoir :

- Volet Assistance alimentaire via un cash transfert octroyé aux ménages les plus vulnérables particulièrement les femmes enceintes et allaitantes s'occupant d'enfants malnutris en situation de malnutrition aigüe modérée et sévère.
- Volet Cash For Work pour la réhabilitation de certains actifs communautaires en particulier les pistes agricoles.
- Volet nutrition

1. Activités réalisées de janvier à mars 2026

- Réalisation du ciblage et de la sélection des bénéficiaires avec le soutien et la collaboration étroite des comités de redevabilité. 1 300 bénéficiaires ont été sélectionnés pour des transferts monétaires inconditionnels et 1 060 pour des transferts monétaires conditionnels ;
- Organisation de 7 réunions de discussion dans les communes cibles, avec la participation de 136 personnes, dont 82 hommes et 54 femmes ;
- Reconstitution/remobilisation de 6 comités de redevabilité afin de garantir une transparence totale dans le processus d'identification et de finalisation des listes de bénéficiaires pour les transferts monétaires inconditionnels et conditionnels ;
- Sélection d'une institution de microfinance pour assurer le versement des transferts monétaires inconditionnels et conditionnels.
- Finalisation de l'enquête initiale CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) relative à la composante nutrition.
- Lancement officiel des activités cash for Work sur le terrain sur 18 sites sélectionnés dans 4 Communes cibles du projet : Sainte Suzanne et Mombin Crochu relevant du Département du Nord-Est ; Cerca La Source et Thomassique relevant du Département

du Centre. Environ, un effectif de 1 167 ménages vulnérables incluant 1 060 ouvriers, 85 Chefs d'équipes et 22 Superviseurs de terrain ont été engagés pendant une période de 50 jours et gagneront à la fin des travaux prévue pour fin avril 2026 : 50 000 gourdes pour chaque ouvrier, 55 000 gourdes pour chaque Chef d'Équipe et 75 000 gourdes pour chaque Superviseur.

- 25 séances de démonstration culinaire ont été organisées dans 14 sections communales, auxquelles ont participé 1 865 personnes dans les communes de Mombin Crochu, Cerca La Source, Thomassique, Vallières, Terrier Rouge et Sainte-Suzanne.
- Environ 900 enfants souffrant de malnutrition aigüe modérée et sévère ont été dépistés et orientés vers des centres spécialisés

2. Objectifs visés par le projet

- But : Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés touchées par la crise grâce à une aide financière, un soutien agricole et des programmes de nutrition.
- Appuyer 1 300 ménages dans le volet Assistance alimentaire via des transferts monétaires inconditionnels
- Faciliter les activités de travail contre rémunération (transferts monétaires conditionnels) au profit de 1,060 ménages vulnérables

3. Nombre de personnes touchées par commune / par département

Pour le cash en enveloppe lié à l'assistance alimentaire

No	Commune	Nombre de bénéficiaires	Département
	Vallières	228	Nord-Est
	Sainte Suzanne	247	
	Terrier Rouge	182	
	Mombin Crochu	227	
	Cerca La Source	195	Centre
	Thomassique	221	
Total	6	1 300	2

Pour le cash for Work:

No	Commune	Nombre de bénéficiaires	Département
	Sainte Suzanne	174	Nord-Est
	Mombin Crochu	196	
	Cerca La Source	220	Centre
	Thomassique	577	
Total	6	1 167	2

4. Façon dont les interventions améliorent la situation

Les interventions déjà réalisées dans les zones cibles à la faveur de l'exécution du projet depuis mai 2024 jusqu'à date contribuent dans une certaine mesure à améliorer la situation dans les communautés bénéficiaires. Au prime abord, sur le plan nutritionnel, les femmes enceintes et allaitantes sont bien imbuées des catégories d'aliments indispensables pour une nutrition saine et équilibrée de leur progéniture tout en utilisant plus efficacement le cash en enveloppe reçu du projet en plusieurs séquences pour se procurer les nutriments de base recommandés pour une bonne alimentation. De plus, le renforcement des capacités des membres du personnel des Directions sanitaires par le staff du consortium CARE – GIRADEL HAITI contribue à accroître les services de soins de qualité dans les zones cibles du projet en faveur des ménages les plus démunis qui ne disposent pas de moyens financiers adéquats pour fréquenter des cliniques privées à la recherche de soins appropriés.



5. Difficultés rencontrées

En termes de difficultés rencontrées, il y a lieu de signaler l'enclavement des zones d'intervention avec le mauvais état des routes qui exige l'utilisation de véhicules 4 x 4 robustes et il y a également l'incapacité de satisfaire toutes les attentes dans les communautés cibles dans la mesure où le nombre de personnes vulnérables dans les dites communautés ne cessent d'augmenter avec les déplacés internes et les personnes refoulées de force par les agents de l'immigration dominicaine qui regagnent leur foyer d'origine.

6. Perspectives à court terme

- Mettre les fonds disponibles pour le paiement rapide des transferts monétaires conditionnels inconditionnels
- Poursuivre les activités de dépistage des enfants affectés par la malnutrition aigüe modérée et sévère et leur orientation vers les centres de santé spécialisés
- Poursuivre la sensibilisation au niveau des communautés cibles sur les bonnes pratiques liées à l'hygiène, à la prévention contre le choléra et le COVID- 19.



HEKS/EPER

Au 1er trimestre 2026, le bureau de coordination de HEKS/EPER, à travers 3 projets liés à la sécurité alimentaire (Projet d'Appui à l'Économie Rurale, Projet d'appui à la protection de communautés rurales vulnérables de la Grand'Anse, Projet d'Assistance Alimentaire), a poursuivi ses efforts pour renforcer la résilience et stimuler la relance économique de communautés rurales de la Grand'Anse.

Activités réalisées :

Les activités de renforcement des capacités en agroécologie se poursuivent, via l'animation de champs-écoles paysans pour améliorer les techniques agricoles et la gestion post-récolte. Cela concerne diverses productions (semences, maraîchage, plantes condimentaires...).

Des actions visant à répondre aux effets néfastes du cyclone Melissa ont été initiées à Pourcine, dans la commune des Roseaux, et à Boukannwèl, dans la commune de Corail. Des travaux de réhabilitation de pistes ont été réalisés dans ces localités suivant une approche à haute intensité de main-d'œuvre.

Des actions de relèvement agricole ont également été entreprises pour réhabiliter les parcelles bananières à Pourcine, au pied du pic Macaya. À cet effet, une



subvention financière a été allouée à 150 producteurs afin de soutenir le regarnissage et la remise en état des parcelles.

L'appui à l'alimentation scolaire est poursuivi.

De plus, la collaboration est développée avec la Protection civile afin d'accompagner les communautés dans la mise en place de systèmes d'alerte précoce et la réalisation de travaux de mitigation. Ainsi, le 1er mars, marquant la Journée mondiale de la protection civile, a été célébré à travers deux rassemblements réunissant producteurs, universitaires et acteurs d'accompagnement, dans une démarche de sensibilisation participative et inclusive. Par ailleurs, des travaux de mitigation en gestion des risques de catastrophes (GRC), portant notamment sur la réhabilitation de pistes agricoles et la correction de ravins, ont été réalisés dans les communes des Abricots, des Roseaux et de Jérémie.

Nombre de personnes atteintes :

Les champs-écoles paysans ont touché 800 personnes (dont 256 femmes),

Les travaux communautaires ont vu la participation de 1 498 personnes (dont 568 femmes),

Une subvention a été allouée à 150 producteurs (dont 52 femmes) afin de soutenir le regarnissage et la remise en état des parcelles après Melissa,

42 écoles, regroupant 8 710 élèves (dont 4 043 filles), ont bénéficié d'un programme d'alimentation scolaire quotidien. Au total, 418 433 repas ont été distribués.



Façon dont les interventions améliorent la situation :

L'engagement en faveur du fonctionnement des cantines scolaires constitue un rempart contre l'abandon scolaire et un levier essentiel de résilience pour les communautés.

Le support de projets communautaires facilite des élans collectifs pour des initiatives de développement de proximité porteur au sein même des communautés. Permettre l'échange et la réflexion sur l'insécurité alimentaire génère l'intérêt des acteurs de tout bord pour un plaidoyer accentué.

Difficultés rencontrées :

Les besoins sont massifs, tout comme la sollicitation des communautés, grandement vulnérabilisées par un contexte constamment plus fragilisé.

Perspectives à court terme :

Poursuivre les interventions en cours, dont les réponses de relèvement suite au passage de Melissa (Pourcine aux Roseaux et Boukannwèl à Corail), plaider la cause et davantage de concertation et de coordination.



Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES)

Au cours du premier trimestre 2026, les interventions ont permis d'apporter une assistance directe à 62431 ménages, soit environ 31 2156 bénéficiaires.

Les principales activités comprennent la distribution de 615 144 plats chauds à 20 253 ménages, 32 225 kits alimentaires, des transferts monétaires de 655 900 USD au profit de 6 559 ménages (100 à 120 USD par mois), ainsi que l'achèvement de 41 projets communautaires visant à renforcer la résilience aux chocs climatiques.

Objectifs :

- Atténuer l'insécurité alimentaire
- Renforcer les moyens d'existence
- Favoriser l'autonomisation socioéconomique
- Contribuer à la résilience et au développement durable.

Le programme HA J0005 a appuyé 4 207 ménages (21 035 personnes) via des kits alimentaires, 4 167 ménages via des transferts monétaires (20 835 bénéficiaires) et 5 379 personnes en soins de santé. Il a également soutenu 41 projets communautaires à travers des activités de cash-for-work touchant 3 682 ménages.

Ces interventions ont été mises en œuvre dans 13 communes des départements de l'Ouest, de la Grand'Anse, du Sud et du Nord-Ouest. Grand'Anse, du Sud et du Nord-Ouest.

Le PUM et le programme Taïwan ont fourni une aide alimentaire à 50 353 ménages (251 765 personnes) à Port-au-Prince, Delmas et dans l'Artibonite.



Figure 1: Distribution de kits alimentaires dans le département du Centre.



Figure 1: Travaux de protection sur la rivière Chainaut à Bombon, Grand'Anse. HA-J0005. Opérateur CECI

Le programme **HA J0007** a apporté des soins de santé à **3 007 ménages** (15 035 personnes), effectué **2 392 transferts monétaires** et distribué **908 kits** dans l'Ouest, notamment à Port-au-Prince, Carrefour, Croix-des-Bouquets et Kenscoff/Belot.



Figure 2: Enregistrement de bénéficiaires dans le cadre du HA-J0007, Gheskio

Une approche intégrée (transferts monétaires, santé, aide alimentaire, accompagnement social et formations certifiantes) favorise une autonomisation durable.

Les principaux défis identifiés sont : l'insuffisance de liquidités dans les institutions financières locales, les perturbations du réseau, un contexte sécuritaire volatile, ainsi que la complexité du ciblage et de la mise à jour des listes.

Les priorités à venir incluent : le renforcement de la coordination, l'optimisation du ciblage communautaire, ainsi que la poursuite et l'extension des formations professionnelles afin de consolider la résilience économique des ménages et des jeunes.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Au premier trimestre 2026, la FAO a contribué à la réponse du secteur sécurité alimentaire en Haïti à travers son programme d'urgence et de résilience visant à restaurer rapidement les capacités productives des ménages.

Les activités ont combiné des transferts monétaires et des distributions en nature afin de soutenir simultanément l'accès immédiat à l'alimentation et la production alimentaire d'urgence, en permettant aux ménages de relancer leur production dans un délai de 90 jours, grâce à la fourniture d'intrants essentiels (semences améliorées, engrais, outils aratoires et petit bétail pour l'élevage).

Au total, 7 102 ménages (plus de 35 500 personnes) ont été atteints dans plusieurs départements au premier trimestre.

Les interventions dans la Grand'Anse (1 619 ménages) et les Nippes (1 512 ménages) s'inscrivent quant à elles dans le cadre du PARSA (Projet d'urgence d'Agriculture Résiliente pour la Sécurité Alimentaire), financé par la Banque mondiale à travers le MARNDR (Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement Rural) et mis en œuvre par la FAO. Les activités s'insèrent dans une série de cycles de distribution répétés visant à renforcer la quantité et la qualité de la production (vivrière, maraîchère et de bétail) sur plusieurs saisons entre 2024 et 2026. Les distributions de ce premier trimestre ont soutenu la campagne de printemps 2026.

Avec le soutien du CERF (fenêtre Climat 2025), des distributions ont été finalisées dans le département du Centre, atteignant un total de 600 ménages lors du dernier cycle de transferts monétaires sectoriel (SecAl), inscrits dans la stratégie Cash+ pour la production alimentaire d'urgence. Les mêmes bénéficiaires avaient déjà reçu des kits de production alimentaire d'urgence, leur permettant de produire des denrées pour la consommation domestique ou la vente sur les marchés dans un délai de 90 jours.

Dans le Sud-Est, avec le soutien de DG ECHO et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) à travers le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de résilience (SFERA) de la FAO, 3 071 ménages ont reçu des kits de production alimentaire d'urgence grâce à une collaboration sur le terrain entre la FAO et le MARNDR, notamment à travers sa Direction Départementale Agricole du Sud-Est (DDASE).



Distribution d'intrants pour la production alimentaire d'urgence à des ménages vulnérables à Anse d'Hainault (Grand'Anse), où 894 ménages ont été appuyés au premier trimestre 2026. ©FAO/Jacqueline Nguyen

Dans le Nord et le Centre, des activités de préparation aux catastrophes, initiées en 2025, ont été achevées grâce à la mobilisation de 300 personnes, qui ont contribué (Cash-for-Work) à la construction de plus de 200 abris pour protéger les animaux des aléas climatiques, ainsi qu'à la réhabilitation de canaux d'irrigation afin de renforcer l'accès à l'eau pour l'agriculture dans ces zones. Dans le Sud-Est, la construction de 50 citernes familiales visant à améliorer l'accès à l'eau pour 2 000 personnes, initiée en 2025, s'est poursuivie au premier trimestre, et la moitié a déjà été achevée.

Des contraintes opérationnelles persistent, notamment l'accès limité à certaines zones (notamment le Centre), en raison de l'insécurité et des défis logistiques, retardent certaines activités de suivi et d'évaluation. La disponibilité limitée de certains intrants agricoles de qualité dans le pays, pousse à recourir au marché international avec des délais de traitement du transport prolongés.



La Fondation Mission de l'Espoir (FOME)

La FOME poursuit avec détermination sa mission d'interventions humanitaires intégrées à travers plusieurs départements d'Haïti.

Au cours du premier trimestre 2026, les activités déployées ont couvert trois axes prioritaires : l'assistance alimentaire, le soutien à la production agricole, éducation en situation d'urgence, support aux PVVIH, et la protection de l'enfance.

Ces interventions s'inscrivent dans une démarche cohérente visant à répondre aux besoins les plus urgents des communautés vulnérables.



Sur le plan de l'assistance alimentaire, 19 950 ménages ont bénéficié de rations sèches dans plusieurs départements du pays.

La répartition géographique est la suivante : 360 ménages à Hinche, dans le Centre ; 6 272 à Jérémie, dans la Grand'Anse ; 28 à Anse-à-Veau et 32 à Miragoâne, dans les Nippes. Dans le Nord, 684 ménages ont été assistés au Cap-Haïtien, 71 à Limonade, 491 à Milot, 43 à Plaine-du-Nord et 416 à Quartier-Morin. Dans le Nord-Est, 227 ménages à Ouanaminthe et 41 à Terrier-Rouge ont reçu une aide alimentaire. Le Nord-Ouest a enregistré l'appui le plus important, avec 11 167 ménages soutenus à Port-de-Paix. Enfin, dans le département de l'Ouest, 36 ménages de Cabaret ont également bénéficié de cette assistance.

Dans le secteur agricole, la FOME a accompagné 1 298 cultivateurs dans les communes de Saut-d'Eau et de Marmelade. Cet accompagnement s'est traduit par des formations pratiques, un encadrement technique de proximité et la distribution d'intrants agricoles adaptés aux besoins locaux, contribuant ainsi au renforcement de la résilience alimentaire des familles rurales.

En matière de protection de l'enfance, 55 180 enfants, dont 2 070 orphelins, ont bénéficié de repas quotidiens nutritifs ainsi que de sessions de sensibilisation portant sur la nutrition et l'hygiène de base. Ces activités contribuent directement à améliorer l'état de santé et le bien-être des enfants les plus vulnérables.





Fonkoze

fondasyon kole zepòl

Ann kreye richès pou lavi miyò

FONKOZE

Dans le cadre du projet financé par World Renew et Canadian Food Grain Bank, Fonkoze a mené, de janvier à mars 2026, des activités visant à améliorer l'accès des ménages vulnérables à des ressources financières dans les communes de Jean-Rabel et de Môle Saint-Nicolas (département du Nord-Ouest).

Le lancement officiel du projet et le recrutement de 25 agents de terrain ont été réalisés en janvier. En février, les équipes ont conduit le ciblage des bénéficiaires et la collecte des données de base à l'aide d'outils de suivi-évaluation, en étroite coordination avec les autorités locales (CASEC/ASEC), garantissant transparence et acceptation communautaire. Au total, 715 participants ont été identifiés, dont 385 à Jean-Rabel et 330 à Môle Saint-Nicolas.

Les distributions de transferts monétaires ont été effectuées les 24 et 25 mars 2026, permettant à 714 bénéficiaires (662 femmes et 52 hommes) de recevoir chacun 15 500 HTG, pour un montant total de 11 067 000 HTG. Ces interventions visent à répondre aux besoins urgents liés à l'insécurité alimentaire, tout en renforçant la résilience des ménages face aux chocs économiques.

Parmi les difficultés rencontrées figurent l'indisponibilité ponctuelle d'un participant qui était en déplacement, ainsi que des contraintes logistiques liées à l'accès à certaines localités rurales. À court terme, Fonkoze prévoit de

consolider le suivi post-distribution, d'analyser l'utilisation des transferts et de renforcer les mécanismes d'accompagnement afin d'optimiser l'impact des interventions sur les conditions de vie des ménages bénéficiaires.





Programme Alimentaire Mondial (PAM)

De janvier à mars 2026, le PAM a mis en œuvre des interventions intégrées en assistance alimentaire, protection sociale, nutrition et renforcement de la résilience à travers Haïti, atteignant 700 000 personnes pour une valeur totale de 21 millions de dollars. Cette assistance comprend la distribution d'environ 1 500 tonnes métriques de vivres aux populations affectées par les crises.

La réponse d'urgence est demeurée le principal domaine d'intervention du PAM, avec plus de 474 000 personnes assistées pour un montant de 14,3 millions de dollars, incluant la totalité des près de 1 500 tonnes métriques de distributions alimentaires en nature. Cela reflète la priorité continue accordée par le PAM à l'assistance vitale en faveur des communautés confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, aux déplacements et aux chocs récurrents. Port-au-Prince a enregistré le plus grand nombre de bénéficiaires en urgence, avec 183 000 personnes atteintes, soulignant l'ampleur des besoins dans les zones les plus affectées par la violence et les contraintes d'accès.



Le PAM a également poursuivi le renforcement des filets sociaux nationaux, atteignant 113 750 personnes grâce à des transferts réguliers d'un montant de 4,5 millions de dollars, permettant aux ménages de couvrir leurs besoins alimentaires essentiels et de réduire le recours à des stratégies d'adaptation négatives. Dans le cadre du programme national de protection sociale Klere Chimén, le PAM a finalisé le dernier cycle de transferts monétaires au bénéfice de 110 000 personnes dans la Grand'Anse, tout en accompagnant le transfert des responsabilités opérationnelles au Ministère des Affaires sociales et du Travail.

Les interventions de résilience ont permis d'atteindre 50 220 personnes pour une valeur de 2,1 millions de dollars, soutenant les moyens d'existence et les actifs

communautaires, en particulier dans les zones couvertes par les sous-bureaux des Gonaïves et de Cap-Haïtien. Les activités de nutrition (SBCC, compléments nutritionnels, etc.) ont touché près de 28 000 personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment des femmes et des enfants.



Au cours de la période couverte, le PAM a également poursuivi sa réponse à l'ouragan Melissa, atteignant 225 000 personnes depuis octobre 2025 à travers des distributions alimentaires, des transferts monétaires, des bons électroniques, des actions anticipatoires et des mécanismes de micro-assurance.

Dans un contexte d'insécurité alimentaire record, avec 5,8 millions de personnes projetées en phase IPC 3 ou plus, le PAM avait déjà assisté 700 000 Haïtiens à fin mars 2026. Haïti contribue également à l'initiative intégrée UN80 sur la chaîne d'approvisionnement, le PAM dirigeant les efforts visant à renforcer la coordination entre les chaînes logistiques humanitaires, de paix et de développement.

Parallèlement, durant la période considérée, le PAM a fourni des services communs à travers des solutions logistiques intégrées, incluant l'approvisionnement en carburant, l'entreposage et les services aériens. Plus de 46 000 litres de carburant ont été distribués à sept partenaires des Nations Unies, tandis que les capacités de stockage ont permis la gestion de 105 m³ de cargaison humanitaire. Le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a opéré 635 vols, transportant 5 582 passagers et 31 509 kg de fret. En outre, les services maritimes, les ponts aériens et les opérations logistiques ont permis l'acheminement de 579 tonnes métriques de cargaison par voie terrestre, maritime et aérienne, dont 287 tonnes métriques transportées par voie maritime à travers 13 rotations, et plus de 33 tonnes métriques via les ponts aériens, au bénéfice de plusieurs partenaires humanitaires dans des zones prioritaires.

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL mets en œuvre dans les communes de Cité Soleil, Pétion ville, Port-au-Prince, Delmas et Tabarre un programme d'urgence de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les ménages les plus vulnérables dans la ZMPP, financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, à travers l'Initiative Française pour la sécurité Alimentaire et la Nutrition (IFSAN) visant à contribuer à la réduction de la mortalité liée à la Malnutrition Aiguë Sévère des enfants les plus à risque dans la ZMPP.

Pour ce 1er trimestre, une exploration des poches de vulnérabilité dans les communes d'intervention a permis de cibler 43 localités, ce qui a permis d'installer et de former 35 Agents de santé Communautaires Polyvalents (ASCP) et 70 relais communautaires (RC) sur le dépistage de la malnutrition aiguë, le protocole de prise en charge de la malnutrition aiguë (PCMAG) et sur l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE), les RC ont mis en place des clubs des mères à travers l'approche GASPA (groupe d'apprentissage pour le suivi des pratiques ANJE) en collaboration avec la Direction de Santé Ouest (DSO). Cela a permis d'installer 70 clubs de mère pour l'éducation nutritionnelle dans les 43 localités et d'atteindre 1 994 ménages.

Parallèlement à cette activité, une étude de marché a été réalisée (rapport en cours de rédaction) afin de déterminer la modalité de l'assistance alimentaire pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables participants dans les clubs des mères, ensuite à faire une identification des secteurs d'activités qui génèrent des revenus dans lesquels des opportunités sont à exploiter ou des secteurs d'activités à éviter et enfin à identifier trois (3) groupements alimentaires offrant des services accessibles en terme de coût aux communautés particulièrement aux ménages les plus vulnérables. Parmi les 1 994 ménages, SI a réalisé un ciblage inclusif, participatif et transparent des 609 ménages retenus après

attribution du scoring pondéral et a retenu 565 ménages pour recevoir trois (3) rounds de cash transfert à usage multiple (CTUM) couplés avec le ciblage des 400 ménages ayant la capacité de démarrer une activité génératrice de revenus (AGR). Ensuite, de ces 400 ménages AGR, 250 ménages seront sélectionnés pour constituer des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC). Le 1er cycle de distribution du CTUM est prévu d'ici mi-avril 2026.



Photo 1 : Sensibilisation des ménages sur les critères de sélection pour l'assistance alimentaire d'urgence au centre de santé CHOSCAL à Cité Soleil



Photo 2 : Ciblage des ménages bénéficiaires de l'assistance alimentaire d'urgence au Collège Mixte frères ALEXIS à Delmas 48

La période de janvier à mars 2026 est marquée par la récolte des arachides dans les jardins communautaires. Trois (3) parcelles ont été établies sur un total de 0,34 hectare dans la communauté de Gorgette, une des localités de Duchity dans la commune de Pestel et un total de 120,75 kg (équivalent à 69 pots) d'arachides mise en terre. Comme pratique innovante, ces jardins sont gérés collectivement par les agriculteurs, ce qui leur permet de partager leur expérience ; cette méthode est très efficace pour contrôler les nuisibles dans les jardins. Elle favorise également l'entraide au sein de la communauté.

525 kg (300 pots) d'arachides non décortiquées ont été récoltés de ces parcelles, et 95 personnes ont reçu 2,5 pots pour certaines et 3 pots pour d'autres à planter sur leurs parcelles respectives. L'un des objectifs de cette activité étant de produire des semences de qualité pour partager au sein du groupe.

Rosemarie Jean Baptiste, 54 ans, bénéficiaire de cette initiative, a exprimé sa satisfaction comme suit :

« Je suis agricultrice depuis plus de 35 ans. Avant, j'aidais mon mari, mais depuis qu'il est tombé malade, c'est moi qui m'occupe du jardin et du bétail. Après la récolte et le partage j'ai reçu trois (3) pots d'arachides qui, me permettront de cultiver une parcelle de 0,25 hectares que je possède, et cela constituera une source de revenu supplémentaire pour ma famille »



Un des défis auxquels sont confrontés les agriculteurs est le manque d'espace et de moyen pour établir de plus grands jardins communautaires. À court terme, 90 autres agriculteurs se regrouperont pour établir trois (3) autres parcelles d'arachides avec le support technique et financier du projet.





World Vision

Pour le premier trimestre de l'année civile 2026, World Vision International – Haïti a réalisé plusieurs activités dans le secteur, notamment :

- La réponse post-Melissa dans le Sud et les Nippes, en partenariat avec nos différents bureaux de support dont World Vision US, WV Canada, World Vision Taiwan, DRA où 1 085 ménages des plus affectés par l'ouragan Melissa de Barradères, Petit-Trou-des-Nippes, Anse-à-Veau et Les Anglais ont reçu 27 206 375 gourdes ; soit 25 075 gourdes par ménage ;
- La poursuite de la réponse d'urgence dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince en partenariat avec Affaires mondiales Canada (GAC) au profit des ménages victimes de la violence des gangs armés. Ainsi, 180 ménages de Croix-des-Bouquets, Delmas, Pétion-Ville, Tabarre et Kenscoff ont reçu un montant total de 12 600 000 gourdes. Chaque ménage a reçu 70 000 gourdes pendant deux cycles de distribution.
- Des distributions de cash dans le cadre de la réponse d'urgence à La Gonâve en partenariat avec le programme alimentaire mondial (PAM) au profit des familles en IPC ≥ 3 sur l'île. 1771 ménages d'Anse-à-Galets et Pointe-à-Raquette sur 6251 ciblés ont reçu 55 255 200 gourdes pour répondre aux besoins alimentaires des familles. 247 femmes enceintes et femmes allaitantes ont reçu 988 000 gourdes (4000 gourdes/FEFA) pour l'achat des suppléments alimentaires.



Grâce à ces interventions, un montant total de 96 049 575 gourdes a été distribué à 3 036 ménages permettant à ces familles d'avoir accès aux produits alimentaires et non alimentaires de base, d'acheter des suppléments pour prévenir et/ou combattre la malnutrition, de créer ou renforcer des activités génératrices de revenus.



Pour le prochain trimestre, la World va continuer à travailler avec ses partenaires techniques et financiers pour continuer la réponse d'urgence dans plusieurs zones géographiques du pays, notamment des distributions de cash, de vivres et surtout un appui aux moyens d'existence (création et renforcement des structures d'économie sociale et solidaire, distribution des caprins et des semences, petits commerces au profit des femmes vulnérables, encadrement et formation continue des jeunes) pour la transformation durable des conditions de vie des populations victimes.

COORDINATION

- Dissémination des résultats de la mise à jour de l'IPC à travers des présentations dans des différentes plateformes.
- Les travaux préparatifs du plan de réponse humanitaire 2026 ont conduit à plusieurs rencontres, réunions et consultations bilatérales avec les partenaires, les agences leads, OCHA, le gFSC, la CNSA.

DÉFIS ET PERSPECTIVES

- Coordination des activités et action anticipatoire
- Organisation des rencontres/réunions au niveau du secteur
- Priorisation des besoins à couvrir pour le plan de la réponse humanitaire 2026
- Préparation de la saison cyclone
- Mobilisation des ressources

LES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Calendrier et dates clés du prochain trimestre :

- Analyse et publication des données globales des réalisations de l'année 2026
- Préparation de la saison cyclonique 2026
- Dissémination du HNRP 2026 et sensibilisation des partenaires pour une bonne appropriation de la stratégie sectorielle.

POUR TOUT CONTACT :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org | + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information | mohamed.dabo@fao.org | +509 44 20 07 08

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information | pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928